



SOCIÉTÉ

Les inconnues de la rentrée de septembre

Conseil scientifique et une foule de parents

« JE N'AI pas l'intention de devenir définitivement mère au foyer », s'inquiète Sarah, aujourd'hui au chômage partiel pour pouvoir garder ses enfants. Elle est inquiète, comme beaucoup de parents, au sujet de la rentrée de septembre. Si une reprise du travail avec une école en pointillé a pu être bricolée par les familles en mai et juin, d'autant plus que toutes les entreprises ne demandaient pas à leurs salariés de revenir travailler physiquement, la situation redeviendra-t-elle proche de la normale en septembre ? Jean-Michel Blanquer, le ministre de l'Éducation, évoquait mi-mai une école encore en partie à distance, reposant donc toujours sur les épaules des familles. Depuis la semaine dernière et la deuxième phase de déconfinement, son discours a évolué.

Le protocole sanitaire, qui n'autorise que dix élèves par classe en maternelle, quinze dans les autres niveaux, pourrait être allégé « pour la rentrée ». « Nous allons y travailler, en fonction de l'évolution de la situation épidémique », a-t-il avancé. Une concertation va être lancée avec les enseignants, parents et élèves « pour réfléchir à cette façon d'organiser la rentrée pour que cette fois, tous les élèves puissent aller l'école », a-t-il martelé. Pour autant, s'agira-t-il d'un plein-temps, de demi-journées, de deux jours par semaine ? Le ministre a évoqué une formule combinant cours le matin et sport l'après-midi, formule déjà testée dans le passé. Il demande aux communes de s'investir pour garder les enfants une partie du temps.

« Tout est flou », observe Philippe Vincent du Snpden-Unsa, syndicat de chefs d'établissements qui espère un allègement voire une « disparition du protocole, hormis une prescription classique de bonne condui-

te ». Aujourd'hui, le ministre est dans un « corner », note-t-il. Contraint par ce protocole drastique demandé par le

mécontents grandissante qui croyait l'école rouverte alors qu'elle n'accueille que partiellement une minorité d'élèves. « Les gens se mélangent sur les terrasses et dans le métro. En revanche, les enfants n'ont pas le droit de jouer au ballon avec un protocole pire qu'à l'hôpital. Le contraste semble fou », observe un proviseur parisien.

Seule certitude, les programmes scolaires vont être adaptés : « Les élèves ont perdu l'équivalent d'un mois et demi de cours », rappelle Philippe Vincent du Snpden-Unsa, syndicat de chefs d'établissements. Même constat de Francette Popineau, représentante du syndicat d'enseignants Snuipp-Fsu pour les élèves de primaire : « Beaucoup d'enfants sont en difficulté, il va falloir mettre les bouchées doubles à la rentrée. » ■ M.-E. P

“ Les gens se mélangent sur les terrasses et dans le métro. En revanche, les enfants n'ont pas le droit de jouer au ballon ”

UN PROVISEUR PARISIEN